Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Kriminologie = Revue suisse de criminologie = Rivista svizzera di criminologia = Swiss Journal of Criminology

Herausgeber: Schweizerische Arbeitsgruppe für Kriminologie

Band: 3 (2004)

Heft: 1

Artikel: Opinion publique et sévérité des juges : comparaison entre les peines prononcées par les juges suisses et les sanctions désirées par le public = Öffentliche Meinung und Strenge der Richter : Vergleich zwischen den von schweizerischen Richtern ausgesproc...

Autor: Kuhn, André / Villettaz, Patrice / Willi-Jayet, Aline / Willi, Florian

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1050805

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

André Kuhn, Patrice Villettaz, Aline Willi-Jayet, Florian Willi

Opinion publique et sévérité des juges

Comparaison entre les peines prononcées par les juges suisses et les sanctions désirées par le public[1]

Résumé
290 juges pénaux suisses, ainsi qu'un échantillon représentatif de la population du pays ont été amenés à se prononcer sur quatre affaires pénales fictives présentées sous forme de jugements simulés. Il ressort des résultats de la recherche que la population inflige des peines moyennes sensiblement plus lourdes que les juges. Si cette tendance semble logique, puisqu'elle confirme la littérature criminologique sur le sujet, la surprise vient du fait qu'elle est uniquement due à un effet du poids disproportionné des interrogés les plus punitifs dans le calcul de la peine moyenne. Une analyse plus fine montre en effet qu'une majorité du public se contenterait de peines moins sévères que celles qui sont prononcées par les juges.
Mots-clés: punitivité, sanctions, opinion publique, sévérité des juges, jugements simulés, CATI.

Zusammenfassung
290 Strafrichter sowie eine repräsentative Bevölkerungsgruppe äusserten sich zu vier fiktiven Straffällen, die ihnen in Form von simulierten Urteilen vorgelegt wurden. So liess sich beobachten, dass die Bevölkerung im Durchschnitt deutlich härtere Strafen aussprach als der Richterstand. Obwohl dieses Resultat zunächst logisch scheint, da es die einschlägige kriminologische Literatur bestätigt, ist es überraschenderweise einzig auf die übermässige Gewichtung der straffreudigsten Personen bei der Berechnung der durchschnittlichen Strafe zurückzuführen. Eine verfeinerte Analyse zeigt nämlich, dass sich eine Mehrheit der Bevölkerung mit milderen Strafen als den von den Richtern ausgesprochenen abfinden könnte.
Schlüsselwörter: Punitivität, Sanktionen, öffentliche Meinung, Strenge der Richter, simulierte Urteile, CATI.

Summary
290 Swiss criminal court judges, as well as a representative sample of the Swiss population, were asked to give their opinion on four fictional criminal cases, which were presented to them in the form of simulated judgements. The study shows that the population pronounced average sentences which were significantly harsher than those of the judges. While this tendency, confirming the relevant literature, may seem logical, it is nonetheless surprisingly only due to the disproportionate weight of the most punitive individuals within the examined population sample. A refined analysis actually shows that a majority of the population would be satisfied with less severe sentences than those pronounced by the judges.
Keywords: attitudes to punishment, sentences, public opinion, severity of judges, simulated judgements, CATI.

1. Introduction

De manière générale, l'«opinion publique» peut être définie comme la somme des opinions individuelles d'un certain public cible sur un sujet donné. Définie de la sorte, l'opinion publique est l'expression de la perception d'un phénomène par l'ensemble ou une partie de la société. Pour «mesurer» cette perception, on effectue généralement un sondage d'opinion sur un échantillon représentatif de la population à étudier, la représentativité de ce dernier étant indispensable si l'on désire ensuite étendre les résultats obtenus à l'ensemble de la population.

La présente étude – effectuée avec l'appui du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNRS) – a pour but de déterminer si la sévérité des sanctions prononcées par les juges suisses est en accord avec l'idée que s'en fait la population de notre pays. Nous traiterons dès lors de ce que nous appellerons la «punitivité», celle-ci pouvant être considérée à deux niveaux. Le premier, macrosociologique, prend en considération la «punitivité objective», à savoir la sévérité des peines infligées par les juges aux condamnés. Le second niveau, plutôt microsociologique, considère la «punitivité subjective» comme caractéristique de l'opinion publique, c'est-à-dire les attitudes des individus vivant dans une société donnée vis-à-vis des crimes et des châtiments, ainsi que leur souhait de voir les peines devenir plus – ou moins – sévères. La question centrale réside donc dans le fait de savoir si la punitivité objective correspond à la punitivité subjective ou, en d'autres termes, si les sanctions prononcées par les juges correspondent aux attentes de la population.

1 Kuhn A. (sous la direction de), La punitivité et le rôle de l'unité de sanction dans le quantum de la peine, Rapport scientifique final au FNRS, Université de Lausanne, novembre 2001. Pour en savoir davantage et pour une bibliographie concernant la relation entre l'opinion publique et la sévérité des juges, ce rapport peut être téléchargé sous: http://www.unil.ch/icdp/qui/kuhn/FNRS.html.

2. Une recherche menée en Suisse

Depuis l'apparition de cette question dans le domaine criminologique, dans les années 1970, plusieurs méthodes ont été mises au point afin de mesurer l'importance de la différence entre les punitivités objective et subjective. Dans un premier temps, on se contente de demander au public s'il pense que les peines prononcées par les juges sont trop sévères, adéquates ou trop laxistes. Cette question «directe» s'est toutefois avérée être la manière la plus certaine d'obtenir une grande différence entre le public et les juges. En effet, les recherches dans lesquelles une telle question a été posée arrivent toutes à la conclusion que, selon l'opinion publique, les juges ne punissent pas les criminels assez sévèrement.

Une solution plus «subtile» consiste à présenter des cas réels (dont la peine effectivement prononcée par le tribunal est connue) à un échantillon de la population, et à demander aux interrogés de se prononcer sur la sanction qu'ils infligeraient, avant de comparer les «sanctions» du public à celles des juges. Toutefois, cette méthode présente l'inconvénient de comparer les réponses d'un échantillon représentatif de la population à la réponse unique d'un tribunal.

Dès lors, une troisième solution est de présenter les mêmes cas (sous la forme de jugements simulés) à un échantillon de la population et, parallèlement, à un échantillon de juges. S'il s'agit là d'une méthode incontestablement attrayante par le fait qu'elle contrôle tous les éléments liés à la gravité de l'infraction, à la personnalité du délinquant et à ses antécédents, elle comporte, elle aussi, un inconvénient: celui de n'être précisément qu'une simulation. En effet, il se pourrait que les juges – ou tout autre groupe d'interrogés – aient une attitude différente face à un cas fictif, contenu dans un questionnaire, que face à un cas réel. Nous avons toutefois pris ce risque et entrepris la recherche décrite ci-après.

Méthodologie

Dans notre cas, nous inspirant d'affaires criminelles réelles, la méthode des jugements simulés consiste à rédiger une description contenant toutes les informations nécessaires lors du prononcé de la sentence (récit circonstancié de l'infraction, caractéristiques de l'accusé et de la victime, antécédents judiciaires, etc.), à présenter ensuite ce cas à un échantillon de magistrats, ainsi qu'à un échantillon de la population et, la culpabilité étant acquise, à leur demander d'infliger une sanction. Les répondants étant amenés à se prononcer sur une même affaire, les différences quant à la sévérité des peines proposées ne peuvent être attribuables qu'à des différences propres aux interrogés.

Dans notre étude, quatre affaires pénales ont été soumises d'une part à 654 juges et, d'autre part, à un échantillon représentatif de 606 personnes domiciliées en Suisse. Les cas présentés sont ceux d'un conducteur récidiviste ayant roulé à une vitesse de 232 km/h sur un tronçon d'autoroute limité à 120 km/h (cas A), d'un cambrioleur multirécidiviste (cas B), d'un violeur (cas C) et d'un banquier ayant détourné à son profit une somme de plus d'un million de francs (cas D). Ces quatre affaires ont volontairement été choisies pour leur haute probabilité d'engendrer des peines privatives de liberté. En effet, seules des peines similaires peuvent être comparées entre elles, et rien ne nous aurait permis de savoir si une peine de quelques jours de privation de liberté est plus ou moins sévère aux yeux du juge et/ou du condamné qu'une peine de plusieurs milliers de francs d'amende.

La prise d'information auprès des juges s'est faite dans le courant du mois de mai 2000, par l'intermédiaire d'un questionnaire épistolaire. 290 questionnaires dûment remplis nous ont été retournés, ce qui représente un taux de participation de 44%.

Quant à l'enquête auprès de la population, elle a été menée par téléphone, entre le 16 et le 18 octobre 2000, selon une procédure assistée par ordinateur (CATI), effectuée depuis les locaux lausannois de l'institut de sondage M.I.S. TREND S.A. A côté de l'ensemble des items contenus dans le questionnaire destiné aux juges, un grand nombre de questions sociodémographiques ainsi qu'une question générale sur l'idée que les interrogés se font du prononcé des peines en Suisse ont été posées. Le taux de participation à cette étude a été de 72%.

Les échantillons

Parmi les 290 juges ayant répondu, 219 sont alémaniques (75,5%), 64 romands (22,1%) et 7 tessinois (2,4%). Le nombre de juges tessinois étant trop faible pour effectuer des analyses spécifiques, nous les avons joints aux juges romands pour les besoins des analyses tenant compte des différences régionales. Nous parlons alors de «Suisse latine».

Le nombre de magistrates ayant répondu s'élève à 68 (soit 23,4% des répondants), contre 215 hommes (74,1%), l'information manquant sur sept questionnaires. Quant à l'âge des participants, il varie entre 31 et 70 ans, la moyenne se situant aux alentours de 50 ans. Si l'âge moyen des juges alémaniques n'est pas significativement différent de celui des juges romands et tessinois, l'âge moyen des hommes (environ 51 ans) est significativement plus élevé que celui des femmes (48 ans et demi).

Lors du sondage effectué auprès du public, 287 interviews ont été réalisées en Suisse alémanique et 319 en Suisse romande. A l'intérieur de chacun de ces deux sous-échantillons, les quotas de sexe et d'âge ont été scrupuleusement respectés. Ainsi, au total, 295 hommes et 311 femmes ont pu être interrogés. Sur ces 606 répondants, 293 (48,3%) habitent des villes de plus de 100 000 habitants, 197 (32,5%) des agglomérations de 3000 à 100 000 habitants, et 116 (19,1%) des agglomérations de taille inférieure. Quant à la nationalité, 503 (83,0%) répondants possèdent la nationalité suisse (dont 25 double nationaux), alors que 103 (17,0%) sont des résidents de nationalité étrangère. En outre, 47% des interrogés disent être de foyers modestes ou moyens inférieurs, alors que 49% se situent plutôt parmi les foyers moyens supérieurs, voire aisés (4% des interrogés ayant refusé de répondre à cette question). Finalement, en ce qui concerne la tendance politique, 116 (19,1%) personnes déclarent être de «droite», 85 (14,0%) du «centre» et 172 (28,4%) de «gauche», alors que 218 (36,0%) interrogés se disent sans opinion politique et 15 (2,5%) refusent de répondre à cette question.

Les hypothèses

Grâce à la méthodologie décrite ci-dessus, nous avons mesuré la punitivité objective (celle des juges) et la punitivité subjective (celle de l'opinion publique) et sommes en mesure de tester les hypothèses suivantes:

1. Les punitivités objective et subjective varient selon le sexe.
2. Les punitivités objective et subjective varient avec l'âge.
3. Les punitivités objective et subjective varient d'une région de la Suisse à l'autre.
4. La punitivité subjective est plus élevée que la punitivité objective.

Les résultats

Le tableau 1 présente les peines moyennes infligées par les juges dans les quatre affaires. Notons que certains juges ont assorti ces peines du sursis, ou ont condamné les délinquants à une amende, au versement d'une indemnité à la victime à titre de tort moral (cas C), à la confiscation du véhicule (cas A) ou du montant détourné (cas D), à un internement (cas B), à un retrait du permis de conduire (cas A), etc.

Tableau 1: Peines moyennes (exprimées en mois) infligées par un échantillon de juges suisses aux quatre cas qui leur étaient présentés

	Peine moyenne (en mois)	Selon le sexe		Selon la région linguistique	
		Hommes	Femmes	Suisse alémanique	Suisse latine
Cas A (conducteur)	6,1	6,1	6,5	6,2	5,5
Cas B (cambrioleur)	11,4	12,0	10,2	12,0*	9,7*
Cas C (violeur)	45,2	44,9	46,4	45,1	45,6
Cas D (banquier)	26,8	27,2	25,6	26,2	28,7

* *La différence est significative à $p \leq .05$*

La lecture de ce tableau nous montre que, malgré des différences individuelles non négligeables entre les juges en matière de prononcé des sanctions, il existe une certaine uniformité, d'une part dans les peines moyennes infligées par les juges de sexe féminin et leurs confrères masculins et, d'autre part, entre celles prononcées par les juges alémaniques et les magistrats suisses romands et tessinois.

Quant au tableau 2, il expose la situation en matière de punitivité subjective, opérationnalisée par les peines infligées aux mêmes délinquants par l'échantillon de la population suisse.

Tableau 2: Peines moyennes (exprimées en mois) infligées par un échantillon de la population suisse aux quatre cas qui lui étaient présentés

	Peine moyenne (en mois)	Selon le sexe		Selon la région linguistique	
		Hommes	Femmes	Suisse alémanique	Suisse romande
Cas A (conducteur)	11,9	10,2	13,4	10,6**	18,2**
Cas B (cambrioleur)	13,6	13,0	14,2	12,4**	19,4**
Cas C (violeur)	59,3	60,2	58,5	56,4*	72,8*
Cas D (banquier)	20,5	18,2	22,6	18,8*	28,4*

* *La différence est significative à $p \leq .05$*
** *La différence est significative à $p \leq .01$*

Les données de ce tableau nous réservent une surprise de taille. En effet, le public, généralement plus punitif que les juges, présente un degré de tolérance étonnant vis-à-vis du banquier ayant détourné à son profit une somme de plus d'un million de francs (cas D).

La punitivité selon le sexe
Aussi bien parmi les juges que dans le public, pour les quatre affaires criminelles présentées, le sexe des interrogés n'influence pas de manière significative la peine infligée. Ce constat infirme donc notre première hypothèse.

La punitivité selon l'âge
Si, parmi les juges, l'âge n'influence pas de manière significative les peines prononcées envers les quatre auteurs, la situation est légèrement différente pour le public. En effet, si, dans les cas B (cambrioleur) et D (banquier), l'âge n'influence pas la punitivité subjective de manière significative, l'excès de vitesse est réprimé plus sévèrement par les plus âgés ($r = .15$, $p \leq .01$), alors que le violeur est plus sévèrement condamné par les jeunes que par leurs aînés ($r = -.14$, $p \leq .01$).

La punitivité selon la région linguistique
En matière de peines infligées par les juges, on observe à nouveau une grande homogénéité au niveau des régions linguistiques. En effet, en dehors du cas du cambrioleur multirécidiviste (cas B), envers lequel les juges alémaniques prononcent des peines significativement plus longues que les juges romands et tessinois, aucune différence statistiquement significative n'a été relevée entre Alémaniques et Latins.

Les choses sont toutefois différentes pour le public, les Romands étant largement et significativement plus punitifs que les Alémaniques. Cette constatation, quelque peu contraire aux préjugés généralement véhiculés d'Alémaniques «carrés» et de Romands «décontractés», ne surprendra pas les criminologues, puisqu'il s'agit d'une constante dans les recherches à caractère national.

Punitivité subjective versus punitivité objective
Lorsqu'on effectue une étude sur la punitivité en matière de sanctions pénales, il est intéressant de pouvoir comparer l'attitude punitive des personnes qui rendent effectivement la justice avec celle des justiciables. Dans ce contexte, notre étude permet de constater, en comparant la durée moyenne des peines infligées par les juges à celle du public, que ce dernier est nettement plus punitif, à l'exception de l'affaire de détournement de fonds (cas D) pour laquelle le public est significativement moins punitif que les juges. Le public ne semble donc pas considérer que la criminalité économique revêt une gravité aussi importante que celle que lui confèrent les juges et le droit pénal suisse. Pour le surplus, la punitivité plus élevée du public ne constitue pas une surprise, puisque ce résultat est conforme à l'ensemble de la littérature criminologique existant à ce jour sur le sujet.

Cependant, si le public est plus punitif que les juges dans les cas A, B et C, il ne faut pas perdre de vue que nous avons comparé la *durée moyenne* des peines infligées et que cette moyenne est fortement influencée par les peines extrêmes, plus particulièrement les très longues peines. Dans ce contexte, le tableau 3

nous permet de constater que, dans les quatre cas, la majorité des répondants de l'échantillon «public» attribue des peines de durée inférieure à la durée moyenne des peines infligées par les juges.

Tableau 3: Attribution des peines par le public en fonction de la durée moyenne des peines infligées par les juges

	Proportion du public qui infligerait une peine **moins** lourde que les juges	Proportion du public qui infligerait une peine **plus** lourde que les juges
Cas A (conducteur)	66,8%	33,2%
Cas B (cambrioleur)	59,4%	40,6%
Cas C (violeur)	50,6%	49,4%
Cas D (banquier)	78,8%	21,2%

En d'autres termes, il est possible d'affirmer que l'opinion publique majoritaire est satisfaite des peines prononcées par les juges, voire qu'elle se contenterait de peines moins lourdes que celles qui sont prononcées aujourd'hui. Ce résultat totalement inattendu est probablement le plus intéressant de cette recherche. En effet, la littérature arrive régulièrement au constat – qui est également le nôtre lorsque nous considérons uniquement les peines moyennes – que la punitivité subjective est plus élevée que la punitivité objective. Cependant, le pas supplémentaire que nous effectuons permet de constater que les choses ne sont probablement pas aussi simples et claires que ce que les analyses antérieures ne le laissaient entendre.

Dès lors, nous nous sommes attachés à décrire cette minorité de personnes particulièrement punitives et à déterminer ce qui les caractérise, par rapport aux autres interrogés. C'est ainsi qu'une analyse des correspondances (effectuée selon la procédure HOMALS) nous permet de mettre en lumière certaines variables discriminantes. En résumé, on observe que les personnes particulièrement punitives se caractérisent par le fait qu'elles habitent des grandes villes, qu'elles proviennent de foyers plutôt modestes, qu'elles ne se positionnent pas clairement sur une échelle de tendances politiques, qu'elles se disent incapables de répondre à la question de savoir si la justice est trop sévère ou trop laxiste, et qu'elles possèdent un niveau de formation peu élevé.

Partant du constat que les trois dernières variables discriminantes mentionnées ci-dessus impliquent – de près ou de loin – une certaine méconnaissance du système de justice pénale, nous pouvons avancer, à titre d'hypothèse, que le degré de connaissance du système judiciaire est un pré-requis pour son acceptation. Ainsi, dans le but d'éviter un élargissement du fossé entre la justice et ses justiciables, voire de combler le fossé existant actuellement entre la justice pénale et certains citoyens, un effort particulier de communication doit être entrepris par les magistrats, ceci par l'intermédiaire des médias privilégiés par les citadins provenant de foyers modestes et disposant d'un niveau de formation plutôt bas.

André Kuhn, Patrice Villettaz, Aline Willi-Jayet, Florian Willi

Öffentliche Meinung und Strenge der Richter

Vergleich zwischen den von schweizerischen Richtern ausgesprochenen Strafen und den von der Öffentlichkeit gewünschten Sanktionen[1]

1. Einführung

Allgemein lässt sich der Begriff der «öffentlichen Meinung» definieren als die Summe aller individuellen Meinungen eines Zielpublikums zu einem bestimmten Thema. Getreu dieser Definition drückt die öffentliche Meinung die Wahrnehmung eines Phänomens durch die Gesamtheit oder einen Teil der Gesellschaft aus. Um diese Wahrnehmung zu «messen», führt man in der Regel in einem repräsentativen Teil der zu untersuchenden Bevölkerung eine Meinungsumfrage durch. Will man in der Folge die erhaltenen Resultate auf die Gesamtbevölkerung übertragen, so ist die Repräsentativität der befragten Gruppe unabdingbar.

Die vorliegende, mit Unterstützung des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung entstandene Studie, hat zum Ziel festzustellen, inwiefern und inwieweit die Strenge der von den Schweizer Richtern ausgefällten Strafen mit der Vorstellung der Schweizer Bevölkerung übereinstimmt. Im folgenden befassen wir uns mit der sogenannten «Punitivität», die auf zwei Ebenen betrachtet werden kann. Die erste, makrosoziologische Ebene befasst sich mit der «objektiven Punitivität», d.h. mit der Strenge der von den Richtern den Verurteilten auferlegten Strafen. Die zweite, eher mikrosoziologische Ebene befasst sich mit der «subjektiven Punitivität» als Charakteristikum der öffentlichen Meinung, d.h. mit der Haltung der Angehörigen einer Gesellschaft gegenüber Straftaten und Strafen, sowie mit ihrem Wunsch nach härteren – oder milderen – Strafen. Die zentrale Frage lautet daher, ob die subjektive Punitivität der objektiven Punitivität entspricht oder, mit anderen Worten, ob die von den Richtern ausgefällten Strafen den Erwartungen der Bevölkerung entsprechen.

2. Eine Schweizweite Studie

Seit dem ersten Erscheinen der vorgenannten Fragestellung auf dem Gebiet der Kriminologie in den 70er Jahren sind mehrere methodologische Ansätze entwickelt worden, um die Abweichung zwischen objektiver und subjektiver Punitivität gewichten zu können. Zunächst beschränkte man sich darauf, das Publikum zu befragen, ob die von den Richtern ausgesprochenen Strafen zu streng, angemessen oder zu milde seien. Wie auch immer, hat sich diese Fragestellung als die sicherste Möglichkeit erwiesen, einen grossen Unterschied zwischen dem Publikum und den Richtern nachweisen zu können. Sämtliche Studien, in welchen eine solche Frage gestellt wurde, gelangten zum Schluss, dass die Richter laut der öffentlichen Meinung die Täter nicht hart genug bestraften.

Eine subtilere Lösung besteht darin, einem repräsentativen Teil der Bevölkerung echte, reelle Fälle (bei welchen die tatsächlich vom Gericht verhängten Strafen bekannt sind) vorzulegen, die Befragten zu bitten, sich zum Strafmass zu äussern und schliesslich die Antworten des Publikums mit denjenigen der Richter zu vergleichen. Jene Methode hat jedoch den Nachteil, dass sie die Antworten einer repräsentativen Bevölkerungsgruppe mit der alleinigen Antwort eines Gerichts vergleicht.

Ein dritter Ansatz besteht daher darin, dieselben Fälle (in Form von simulierten Urteilen) je einer Gruppe aus dem Publikum sowie einer Gruppe aus dem Richterstand vorzulegen. Obwohl diese Methode schon deshalb unbestrittenermassen attraktiv ist, weil sie sämtliche mit der Schwere des Delikts, der Persönlichkeit des Täters und allfälligen Vortaten verbundenen Elemente kontrolliert, hat auch sie einen Nach-

1 Kuhn A. (sous la direction de), La punitivité et le rôle de l'unité de sanction dans le quantum de la peine, Rapport scientifique final au FNRS, Université de Lausanne, novembre 2001. Für ausführlichere Informationen sowie eine themenbezogene Bibliographie zur Beziehung zwischen öffentlicher Meinung und Strenge der Richter kann der vollständige Forschungsbericht an der folgenden Internet-Adresse heruntergeladen werden: http:/www.unil.ch/icdp/qui/kuhn/FNRS.html.

teil: es handelt sich dabei nur um eine Simulation. Denn letztlich ist nicht auszuschliessen, dass die Richter – oder eine beliebige andere Gruppe von Befragten – einem fiktiven, in einem Fragebogen enthaltenen Sachverhalt anders begegnen als einem tatsächlichen Fall. Wir haben dieses Risiko jedoch auf uns genommen und die nachfolgende Studie durchgeführt.

Methode

Die im vorliegenden Fall gewählte Methode der simulierten Urteile bestand zunächst darin, einen von «echten» Straffällen inspirierten Tathergang zu entwerfen, der sämtliche für die Strafzumessung notwendigen Informationen enthielt (genaue Beschreibung der Tathandlung und ihrer Umstände, Charakter von Täter und Opfer, allfällige Vortaten, etc.), jenen Fall hernach einer Stichprobe von Richtern sowie einer Stichprobe aus der Bevölkerung vorzulegen und, die strafrechtliche Verantwortlichkeit vorausgesetzt, die Befragten zu bitten, eine Strafe auszufällen. Weil sich alle Befragten zum selben Fall äussern mussten, konnten die Unterschiede in der Strenge der Strafen nur mehr auf die persönlichen Unterschiede zwischen den Befragten zurückzuführen sein.

In unserer Studie wurden vier Straffälle an insgesamt 654 Richter sowie an eine repräsentative Gruppe von 606 in der Schweiz wohnhaften Personen gerichtet. Bei den vier Straffällen handelte es sich um denjenigen eines rückfälligen Fahrzeuglenkers, der mit einer Geschwindigkeit von 232 km/h ein Autobahnteilstück befuhr, auf welchem die Geschwindigkeit auf 120 km/h limitiert war (Fall A), um denjenigen eines Serieneinbrechers (Fall B), denjenigen eines Vergewaltigers (Fall C) sowie denjenigen eines Bankiers, der einen Betrag von mehr als einer Million Franken veruntreut hatte (Fall D). Diese vier Fälle wurden auf Grund der hohen Wahrscheinlichkeit einer auszufällenden Freiheitsstrafe ausgewählt. Sinnvollerweise können nämlich nur gleichartige Strafen miteinander verglichen werden; es wäre der vorliegenden Studie nicht möglich gewesen zu beurteilen, ob ein Freiheitsentzug von wenigen Tagen in den Augen des Richters und/oder des Verurteilten als strenger oder milder empfunden wird als eine Busse von mehreren tausend Franken.

Die Erhebung unter den Richtern geschah während des Monats Mai 2000 mittels eines schriftlichen Fragebogens. 290 gehörig ausgefüllte Fragebogen wurden uns zurückgesandt; dies entspricht einer Beteiligung von 44 %.

Die Erhebung innerhalb der Bevölkerung wurde mit Hilfe eines computerunterstützten Verfahrens (CATI) zwischen dem 16. und dem 18. Oktober 2000 vom Sitz des in Lausanne ansässigen Meinungsforschungsinstituts M.I.S. Trend S.A. aus telefonisch durchgeführt. Neben dem gesamten Inhalt des an die Richter versandten Fragebogens wurde auch eine Vielzahl sozio-demographischer Fragen behandelt sowie die allgemeine Meinung der Befragten zur Strafzumessung in der Schweiz erfasst. Die Beteiligung betrug hier 72%.

Die befragten Gruppen

Von den 290 antwortenden Richtern kamen 219 aus der Deutschschweiz (75,5%), 64 aus der Romandie (22,1%) und 7 aus dem Tessin (2,4%). Weil die Zahl der Tessiner Richter für eine spezifische Analyse nicht ausreichte, ordneten wir die Tessiner Richter für die Analyse regionaler Unterschiede der Romandie zu. In diesen Fällen spricht die Studie von der «Lateinischen Schweiz».

Die Zahl antwortender Richterinnen belief sich auf 68 (d.h. 23,4% der Antwortenden) gegenüber 215 Richtern (74,1%); auf 7 Fragebogen fehlte die Angabe des Geschlechts. Das Alter der Teilnehmer bewegte sich zwischen 31 und 70 Jahren, bei einem Durchschnitt von ca. 50 Jahren. Während sich das Durchschnittsalter der Deutschschweizer Richterinnen und Richter nicht wesentlich von demjenigen der Westschweizer und Tessiner Richterinnen und Richter unterschied, lag das Durchschnittsalter der Männer (ca. 51 Jahre) bedeutend höher als dasjenige der Frauen (48 1/2 Jahre).

Im Rahmen der Befragung der Bevölkerung wurden 287 Interviews in der Deutschschweiz und 319 Interviews in der Romandie durchgeführt. Innerhalb beider dieser Teilgruppen wurden die Anteile von Geschlecht und Alter exakt respektiert. Auf diese Weise konnten letztlich 295 Männer und 311 Frauen befragt werden. Von diesen 606 Befragten wohnten 293 (48,3%) in Städten mit mehr als 100 000 Einwohnern, 197 (32,5%) in Agglomerationen mit 3000 bis 100 000 Einwohnern und 116 (19,1%) in Agglomerationen mit geringerer Einwohnerzahl. 503 der Befragten (83,0%) besassen die Schweizer Staatsangehörigkeit (wovon 25 eine doppelte Staatsangehörigkeit), und 103 Befragte (17,0%) waren ausländische Staatsangehöri-

ge mit Aufenthalt in der Schweiz. 47% der Befragten gaben an, in einfachen bis mittleren Verhältnissen zu leben, während sich 49% über dem Durchschnitt ansiedelten oder gar als reich bezeichneten (4% der Teilnehmenden verweigerten die Antwort auf diese Frage). Was schliesslich die politische Ausrichtung betrifft, bekannten sich 116 Personen (19,1%) zur politisch Rechten; 85 Personen (14,0%) bekannten sich zur Mitte und 172 Personen (28.4%) zur Linken. 218 der Befragten (36.0%) gaben an, keine politische Meinung zu haben und 15 Teilnehmer (2.5%) verweigerten die Antwort auf diese Frage.

Die Hypothesen

Mit dem zuvor beschriebenen methodologischen Ansatz war es möglich, sowohl die objektive Punitivität (Richter) als auch die subjektive Punitivität (öffentliche Meinung) zu gewichten, um damit die nachfolgenden Hypothesen zu prüfen:

1. Objektive und subjektive Punitivität variieren in Abhängigkeit vom Geschlecht der Befragten.
2. Objektive und subjektive Punitivität variieren in Abhängigkeit vom Alter der Befragten.
3. Objektive und subjektive Punitivität variieren in Abhängigkeit von der Landesregion.
4 Die subjektive Punitivität ist höher als die objektive Punitivität.

Die Ergebnisse

Die Tabelle 1 stellt die von den Richtern in den vier Fällen durchschnittlich ausgefällten Strafen dar. Vereinzelte Richter haben sich dabei für den bedingten Strafvollzug entschieden oder dem Täter eine Busse auferlegt, dem Opfer eine Genugtuung zugesprochen (Fall C), die Einziehung des Fahrzeugs (Fall A) oder des Deliktsbetrags (Fall D), die Verwahrung des Täters (Fall B), den Führerausweisentzug (Fall A), etc. verfügt.

Tabelle 1: Durchschnittliche Strafen (in Monaten), ausgefällt von der untersuchten Gruppe von Schweizer Richtern

	Durchschnittliche Strafe (in Monaten)	Nach Geschlecht		Nach Sprachregion	
		Männer	Frauen	Deutschschweiz	Lateinische Schweiz
Fall A (Fahrzeuglenker)	6,1	6,1	6,5	6,2	5,5
Fall B (Einbrecher)	11,4	12,0	10,2	12,0*	9,7*
Fall C (Vergewaltiger)	45,2	44,9	46,4	45,1	45,6
Fall D (Bankier)	26,8	27,2	25,6	26,2	28,7

* *Die Differenz ist signifikant bei $p \leq .05$*

Die vorstehende Tabelle zeigt auf, dass trotz der nicht zu vernachlässigenden Unterschiede bei der Strafzumessung zwischen den einzelnen Richtern eine gewisse Uniformität besteht, die sich einerseits in den durchschnittlichen, von Richterinnen resp. ihren männlichen Kollegen, anderseits von Deutschschweizer resp. Westschweizer und Tessiner Richtern ausgefällten Strafen äussert.

Die Tabelle 2 stellt die Situation aus der Sicht der subjektiven Punitivität dar, d.h. in Funktion der von der befragten Bevölkerungsgruppe in denselben Fällen ausgesprochenen Strafen.

Tabelle 2: Durchschnittliche Strafen (in Monaten), ausgefällt von der untersuchten Gruppe aus der Schweizer Bevölkerung

	Durchschnittliche Strafe (in Monaten)	Nach Geschlecht		Nach Sprachregion	
		Männer	Frauen	Deutschschweiz	Westschweiz
Fall A (Fahrzeuglenker)	11,9	10,2	13,4	10,6**	18,2**
Fall B (Einbrecher)	13,6	13,0	14,2	12,4**	19,4**
Fall C (Vergewaltiger)	59,3	60,2	58,5	56,4*	72,8*
Fall D (Bankier)	20.5	18,2	22,6	18,8*	28,4*

* *Die Differenz ist signifikant bei $p \leq .05$*
** *Die Differenz ist signifikant bei $p \leq .01$*

Die vorstehende Tabelle zeigt ein überraschendes Resultat. Obgleich die öffentliche Meinung allgemein strenger ist als die Richter, zeigte die untersuchte Bevölkerungsgruppe eine überraschende Toleranz gegenüber dem Bankier, der immerhin mehr als eine Million Franken zu seinem eigenen Nutzen veruntreut hatte (Fall D).

Punitivität nach Geschlecht

In allen vier untersuchten Straffällen beeinflusste das Geschlecht der Befragten weder bei den Richtern noch in der Bevölkerung die Strafzumessung in wesentlicher Weise. Diese Feststellung verwirft unsere erste Hypothese.

Punitivität nach Alter

Während bei den Richtern das Alter keinen wesentlichen Einfluss auf die den vier Tätern auferlegten Strafen hatte, zeigte sich bei der Bevölkerung ein leicht anderes Resultat: Obwohl sich auch hier die subjektive Punitivität in den Fällen B (Einbrecher) und D (Bankier) in Funktion des Alters der Befragten nicht wesentlich änderte, wurde die Geschwindigkeitsüberschreitung von den älteren Befragten strenger geahndet ($r = .15$, $p \leq .01$), während der Vergewaltiger von den jüngeren Befragten strenger bestraft wurde ($r = -.14$, $p \leq .01$).

Punitivität nach Sprachregion

Was die von den Richtern verhängten Strafen betrifft, zeigt sich abermals eine grosse Homogenität zwischen den Sprachregionen: Mit Ausnahme des Serieneinbrechers (Fall B), dem die Deutschschweizer Richter bedeutend längere Strafen auferlegten als die Westschweizer und Tessiner Richter, konnte zwischen der Deutschschweiz und der Lateinischen Schweiz keine statistisch bedeutende Abweichung festgestellt werden.

Anders verhält es sich in der Bevölkerung, wo sich die Romands als bedeutend straffreudiger erwiesen als die Deutschschweizer. Diese Feststellung, welche die landläufigen Vorurteile über die «kleinkarierten» Deutschschweizer bzw. die «lockeren» Romands bis zu einem gewissen Grad Lügen straft, ist für die Kriminologen nicht überraschend, handelt es sich dabei doch um eine seit jeher aus nationalen Untersuchungen bekannte Konstante.

Subjektive versus objektive Punitivität

Bei einer Studie über die Punitivität in Strafsachen ist von Interesse, die Punitivität der Personen, die tatsächlich Recht sprechen, mit derjenigen der Rechtsunterworfenen zu vergleichen. Vergleicht man die durchschnittliche Dauer der von den Richtern sowie der von der Bevölkerung ausgefällten Strafen, so führt unsere Studie zur Feststellung, dass die Bevölkerung – mit Ausnahme des Veruntreuungsfalls (Fall D), wo sich das Publikum bedeutend milder als die Richter zeigte – deutlich straffreudiger ist als der Richterstand. Offenbar beurteilt die Bevölkerung die Wirtschaftskriminalität als weniger schwerwiegend als dies die Richter und das schweizerische Strafrecht tun. Im Übrigen stellt die höhere Punitivität der Bevölkerung jedoch keine Überraschung dar und entspricht dem aktuellen Stand der kriminologischen Forschung.

Wenngleich sich das Publikum in den Fällen A, B und C als straffreudiger als der Richterstand erwies, darf nicht vernachlässigt werden, dass die vorliegende Studie die *durchschnittliche Dauer* der ausgefällten Strafen verglich,

und dass Extremstrafen – namentlich Strafen von sehr langer Dauer – diesen Durchschnitt wesentlich beeinflussen. In diesem Zusammenhang zeigt die Tabelle 3 auf, dass in allen vier untersuchten Straffällen eine Mehrheit der befragten Bevölkerungsgruppe niedrigere Strafen als die durchschnittlich von den Richtern ausgesprochenen Strafen verhängt hat.

Tabelle 3: Strafzumessung durch die Bevölkerung in Funktion der von den Richtern durchschnittlich verhängten Strafen

	Anteil der Bevölkerung, der eine **mildere** Strafe als die Richter verhängen würde	Anteil der Bevölkerung, der eine **härtere** Strafe als die Richter verhängen würde
Fall A (Fahrzeuglenker)	66,8%	33,2%
Fall B (Einbrecher)	59,4%	40,6%
Fall C (Vergewaltiger)	50,6%	49,4%
Fall D (Bankier)	78,8%	21,2%

Mit anderen Worten lässt sich sagen, dass die Mehrheit der öffentlichen Meinung mit den von den Richtern ausgesprochenen Strafen zufrieden ist, ja sich sogar mit milderen Strafen als den heute ausgesprochenen abfinden könnte. Dieses völlig unerwartete Ergebnis ist vielleicht das interessanteste Resultat der vorliegenden Studie. Namentlich die Literatur gelangt immer zum Schluss – den auch wir vertreten, sofern sich die Betrachtung auf die durchschnittliche Strafdauer beschränkt – dass die subjektive Punitivität grösser ist als die objektive Punitivität. Demgegenüber erlaubt die vorstehende, weiterführende Betrachtung den Schluss, dass sich die Fallstellung wohl weniger einfach präsentiert, als die bisherigen Analysen zum Ausdruck brachten.

Wir haben uns daher darauf konzentriert, jene Minderheit der besonders straffreudigen Personen zu beschreiben und ihre Unterschiede zu den übrigen Befragten zu ermitteln. So ermöglichte uns eine multiple Korrespondenzanalyse (basierend auf dem HOMALS-Verfahren), gewisse Diskriminanzvariablen zu beleuchten. Zusammengefasst lässt sich beobachten, dass die besonders straffreudigen Personen typischerweise in grossen Städten wohnen, eher bescheidenen Haushalten entstammen, sich selber innerhalb des politischen Spektrums nicht eindeutig zuordnen können, sich ausserstande sehen zu beantworten, ob die Justiz im allgemeinen zu streng oder zu milde sei, und über ein wenig entwickeltes Bildungsniveau verfügen.

Ausgehend von der Feststellung, dass die letzten drei vorgenannten Variablen – im Kleinen wie im Grossen – eine gewisse Unkenntnis des Systems der Strafjustiz implizieren, gelangen wir zur Hypothese, dass der Grad der Kenntnis des Justizapparates eine Grundvoraussetzung für dessen Akzeptanz darstellt. Um zu verhindern, dass sich die Kluft zwischen Rechtsprechung und Rechtsunterworfenen vergrössert, ja um die heute existierende Kluft zwischen der Strafjustiz und gewissen Bürgern zu beseitigen, ist eine gezielte Informationspolitik von Seiten der Gerichte gefordert, die sich sinnvollerweise auf diejenigen Kommunikationswege konzentrieren müsste, die den in einfachen Verhältnissen lebenden Städtern mit tendenziell tiefer Bildung zugänglich sind.

André KUHN, Patrice VILLETTAZ, Aline WILLI-JAYET, Florian WILLI
Institut de criminologie et de droit pénal
Université de Lausanne, BFSH 1
CH-1015 Lausanne
e-mail: andre.kuhn@esc.unil.ch